

**N° 5319<sup>2</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

---

**PROJET DE LOI**

**relatif à la construction d'un nouveau bâtiment  
pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale  
à Grevenmacher**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS**

(11.5.2004)

La Commission se compose de: M. Nicolas STROTZ, Président; M. Lucien CLEMENT, Rapporteur; MM. Jeannot BELLING, Niki BETTENDORF, Jean-Pierre KOEPP, Nico LOES, Jos SCHEUER, John SCHUMMER, Fred SUNNEN, Mme Renée WAGENER, MM. Lucien WEILER et Georges WOHLFART, Membres.

\*

**I. ANTECEDENTS**

Le 29 mars 2004, Madame la Ministre des Travaux Publics a déposé le projet de loi sous rubrique à la Chambre des Députés. Le projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'une fiche financière détaillée ainsi que de divers plans de construction.

En date du 23 mars 2004, le projet de loi a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Ce dernier a rendu son avis le 27 avril 2004.

Dans sa réunion du 3 mai 2004, la Commission des Travaux Publics a désigné son rapporteur en la personne de Monsieur le Député Lucien CLEMENT. Au cours de la même réunion, la Commission a examiné les éléments essentiels du texte ainsi que l'avis du Conseil d'Etat.

Le présent rapport a été examiné et adopté dans la réunion du 11 mai 2004.

\*

**II. OBJET DE LA LOI**

Le projet de loi a pour objet l'implantation d'un centre régional de la Police Grand-ducale sur le site de l'ancien „Hôtel Frisch“ à l'entrée de la ville de Grevenmacher aux abords de la route du Vin et de la Moselle. Le bâtiment projeté abritera tous les services de la région Est de la Police du point de vue administratif, directionnel et opérationnel conforme à ses missions générales et spéciales: direction générale, service de recherche et d'enquête criminelle, police technique, police de route, polices spéciales, centre d'intervention principal et le commissariat de proximité Grevenmacher.

\*

### III. LA LOI MODIFIEE DU 31 MAI 1999 SUR LA POLICE ET L'INSPECTION GENERALE DE LA POLICE

L'objectif premier de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection Générale de la Police consistait à réunir les corps de la Gendarmerie et de la Police en un corps nouveau, dénommé „*Police Grand-Ducale*“. Le deuxième objectif était de mettre sur pied une toute nouvelle organisation afin de:

- pouvoir intervenir rapidement en cas d'appel de détresse, et ceci 24/24 heures, sur tout le territoire national;
- offrir un service de police de proximité adapté en fonction des réalités démographiques et du contexte criminel par l'installation d'une police de proximité;
- optimiser le travail policier par la simplification des procédures internes et le regroupement d'une série de missions et de tâches préventives et répressives au niveau national et à l'échelon régional;
- lutter contre une criminalité devenant plus complexe, plus transfrontalière et disposant de moyens financiers et technologiques élevés.

Pour atteindre ces objectifs, il fallait innover sur le plan structurel en mettant l'accent sur la régionalisation du travail policier, ce qui impliquait une plus grande déconcentration des moyens. Les clés de voûte de la nouvelle structure devaient être l'introduction de centres d'intervention garantissant une couverture territoriale optimale, 24 heures sur 24, ainsi que la création de commissariats de proximité travaillant au plus près de la population.

Même si la régionalisation était poussée, il n'était pas souhaité d'abandonner une centralisation des moyens si la spécialisation du personnel, la spécificité des moyens ou bien le caractère général ou spécifique de la mission le demandaient. Ainsi, deux catégories de service continuaient à fonctionner en tant que services centraux: les services centraux opérationnels, dont le Service de Police Judiciaire et les Unités Spéciales, ainsi que l'Ecole de Police.

La loi du 31 mai 1999 est entrée en vigueur le 1er janvier 2000. En étroite collaboration avec les chefs de corps de la Gendarmerie et de la Police ainsi qu'avec les associations professionnelles concernées, le Ministre de l'Intérieur a retenu fin 1999 une mise en place déphasée, qui s'est déroulée de la façon suivante:

- une phase transitoire allant du 1er janvier 2000 au 10 mars 2000 pour organiser les services de la Direction Générale de la Police, de l'Inspection Générale de la Police et des unités centrales;
- une phase intermédiaire portant sur la période du 10 mars 2000 au 1er octobre 2001 où trois des six circonscriptions régionales, à savoir celles de Luxembourg-Ville, d'Esch-sur-Alzette et de Diekirch, ont été mises en place;
- une phase finale lancée à partir du 1er octobre 2001 par l'introduction progressive des trois autres circonscriptions régionales: celle de Capellen le 1er octobre 2001 et puis celles de Grevenmacher et de Mersch le 1er octobre 2002.

Sachant que la mise en œuvre est tributaire de l'effectif policier et civil en place, ce déphasage était incontournable.

Pour arriver à atteindre les objectifs de la réforme tels que décrits ci-avant, la loi du 31 mai 1999 introduit notamment le principe de subsidiarité dans les structures policières par une régionalisation des services offerts. Ainsi, en privilégiant la régionalisation par rapport à la centralisation, la loi a organisé les unités territoriales en circonscriptions régionales dont les sièges respectifs se trouvent à Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Grevenmacher, Mersch, Capellen et Diekirch.

Cette structure a pour but principal de permettre une intervention rapide et efficace de la Police sur le terrain. Chaque circonscription régionale comprend un ou plusieurs Centres d'Intervention (CI), accessibles au public de jour comme de nuit, devant se caractériser par l'efficacité de leurs réponses face à l'urgence et leurs activités de prévention et d'assistance au contact de la population. Par ailleurs, l'installation de certains services aux compétences spécifiques au niveau de la région devrait permettre un rapprochement sinon une sensibilisation accrue de la population par rapport aux services nationaux.

La loi a donc créé dans chaque région:

- un ou plusieurs centres d'intervention;
- un service de recherche et d'enquête criminelle pour remplir des missions de police judiciaire;
- un service de police spéciale assurant, entre autres, des missions de police de l'environnement;

- un service régional de police de la route chargé de la surveillance et du contrôle de la circulation routière locale et régionale;
- un bureau de coordination communale, de prévention et d'aide aux victimes;
- des commissariats de proximité.

\*

#### IV. LA CIRCONSCRIPTION REGIONALE DE GREVENMACHER

L'instauration des Centres d'Intervention constituait une première priorité pour le Gouvernement afin de garantir à la population une présence policière 24 heures sur 24. Depuis le 1er octobre 2002, tous les Centres d'Intervention – principaux et secondaires – sont opérationnels. La circonscription régionale de Grevenmacher est opérationnelle depuis le mois d'octobre 2002. Elle dispose d'un Centre d'Intervention principal à Grevenmacher travaillant en 3 groupes à 8 fonctionnaires sur un territoire de 10 communes, d'un Centre d'Intervention secondaire à Echternach travaillant en 3 groupes à 4 fonctionnaires pour desservir 8 communes, et d'un Centre d'Intervention secondaire à Remich travaillant en 3 groupes à 4 fonctionnaires compétent sur le territoire de 12 communes.

*Aperçu des effectifs du centre d'intervention de la Circonscription régionale de Grevenmacher<sup>1</sup>*

	<i>Effectif policier</i>
CI-GREVENMACHER	26
CI-REMICH	13
CI-ECHTERNACH	13

\*

#### V. PRESENTATION DU PROJET

Avant la réforme de 1999, les bureaux de la brigade de Gendarmerie se trouvaient à Grevenmacher. En août 2002, la Direction Régionale, le SREC et le Commissariat de Proximité sont logés dans les locaux sis 6, rue de la Moselle. En novembre 2002 suite à la mise en place du CIP au 6, rue de la Moselle, la Direction Régionale a déménagé dans une maison sise 12, rue Schaffsmillen, mise provisoirement à sa disposition par la ville de Grevenmacher. La Police se trouve donc actuellement répartie sur 2 sites différents, à savoir 6, rue de la Moselle (CIP<sup>2</sup> + CP<sup>3</sup> + SREC<sup>4</sup>) et 12, rue Schaffsmillen (DR<sup>5</sup> avec secrétariat et contrôleur).

Le besoin supplémentaire en espace est devenu flagrant suite à l'augmentation considérable des effectifs qui va encore perdurer jusqu'en 2009 (on est passé de 8 gendarmes à 43 policiers). Ce renforcement en personnel entraîne également une augmentation du parc automobile. Les locaux CIP-CP-SREC, d'ailleurs initialement construits comme appartements, ne correspondent pas aux besoins d'une police moderne. La dispersion des services sur différents sites entraîne finalement des problèmes au niveau de la communication interne. A l'instar de ce qui précède, les infrastructures actuelles ne sont plus à la hauteur des exigences d'une police moderne. Les nouvelles infrastructures créent de nouvelles opportunités en matière de formation continue, du fait qu'elles disposent d'une salle de réunion, divisible en deux et utilisable pour plusieurs fonctions, entre autres comme salle de crise. Une salle opérateur avec un mur vidéo est prévue d'où les patrouilles d'interventions de la région seront dispatchées.

<sup>1</sup> „La réorganisation des forces de l'ordre“, Ministère de l'Intérieur, Direction de la Sécurité intérieure, Rapport d'évaluation, mars 2003. S'y ajoute l'effectif policier des SREC qui est au nombre de 7 pour la circonscription de Grevenmacher.

<sup>2</sup> Centre d'Intervention principal

<sup>3</sup> Commissariats de Proximité

<sup>4</sup> Service de Recherche et d'Enquête Criminelle

<sup>5</sup> Direction générale

Le site retenu pour le projet du nouveau Centre Régional de la Police Grand-Ducale de Luxembourg se trouve à Grevenmacher, au bord de la vallée de la Moselle à l'entrée de Grevenmacher, section B des Bois, près de la route nationale, lieu-dit „Waistrooss“, en venant de Machtum. Pendant une cinquantaine d'années le bâtiment existant du site a été exploité comme hôtel, nommé Hôtel FRISCH. Les anciens bâtiments de l'Hôtel FRISCH ont été démolis au nom de la maîtrise d'œuvre au début de l'année 2002.

Le nouveau bâtiment de la Circonscription Régionale à Grevenmacher sera un bâtiment qui servira à tous les services de la région Est du Grand-Duché de Luxembourg du point de vue directionnel, administratif, missions spéciales et formation continue pour la Police Grand Ducale. Le fait d'abriter le Centre d'intervention régional ouvert 24h/24h et 7/7 jours, impose par ailleurs d'attribuer une importance particulière à ce site, notamment en ce qui concerne l'accueil du public.

La surface de la circonscription régionale s'étend sur les cantons d'Echternach, de Grevenmacher et de Remich. Sur ce territoire se trouvent 30 communes où les bourgmestres tiennent des contacts réguliers avec les chefs des commissariats respectifs et avec la direction régionale à Grevenmacher. Le Centre d'Intervention principal à Grevenmacher dessert 10 de ces 30 communes. La compétence territoriale du Commissariat de proximité à Grevenmacher coïncide avec les limites des communes de Grevenmacher et de Manternach.

Un point important à relever est l'évolution des effectifs prévue pour l'an 2009, du fait que la régionalisation ne s'est pas encore achevée. Ceci est dû au fait que certains services ne sont pas encore existants tels que le Service Régional de Police de Polices Spéciales (SRPS), le Service Régional de la Police de la Route (SRPR) et le Service de Recherche et d'Enquête Criminelle-Cellule Police Technique (SREC-PT).

#### *Evolution du personnel à Grevenmacher*

<i>Date</i>	<i>Services/Unités</i>	<i>#</i>
En octobre 2003	DR (5) + CP Grevenmacher (5) + SREC (10) CIP Grevenmacher (26)	46
Prévisions pour 2009	DR (9) + CP Grevenmacher (6) + SREC (12) + CIP Grevenmacher (40) + SRPR (8) + SRPS (2) + personnel civil	> 80

Certaines tâches administratives jusqu'à présent effectuées par du personnel policier comme l'accueil, le secrétariat, etc. seront de plus en plus accomplies par du personnel civil. Ceci libérera des policiers pour des missions de police. Une augmentation des effectifs se réalisera progressivement jusqu'en 2009 au fur et à mesure de la mise en place des services prévus par la loi de 1999. Un effectif de plus de 80 personnes travaillant dans le nouveau bâtiment sera ainsi atteint à moyen terme. Le nouveau site abritera les services suivants: Direction Régionale, Service de Recherche et d'Enquête Criminelle, Police Technique, Police de la Route, Polices Spéciales, Commissariat de proximité Grevenmacher et Centre d'Intervention principal.

\*

## **VI. PARTI ARCHITECTURAL**

Le projet en question a dû prendre en compte divers éléments ayant conditionné son élaboration, à savoir le programme demandé des surfaces et locaux, la qualité urbanistique, l'adaptation à l'environnement, la nécessité de construire un bâtiment administratif et public, la situation naturelle du terrain et des alentours (terrain en pente), la rentabilité du projet, la prise en compte des inondations de la Moselle, l'intégration des technologies écologiques, la qualité architecturale et le choix des matériaux, ainsi que la possibilité d'agrandissement et de transformation. Du point de vue urbanistique, le projet a dû respecter certains éléments, dont notamment la volonté de créer une nouvelle entrée visuelle pour la Ville de Grevenmacher et le rapport direct avec l'environnement de l'entourage. Ceci a entraîné une orientation du bâtiment principal perpendiculaire à la Moselle (orientation est/ouest) pour ne pas établir une surface longitudinale parallèle à la rue, ainsi qu'une intégration du bâtiment dans l'entourage avec des formes architecturales adéquates.

Le nouveau Centre Régional de la Police Grand-Ducale à Grevenmacher prévoit une surface de bureaux dont certains ont une vocation d'accueil du public alors que d'autres sont destinés à des tâches essentiellement administratives. Le complexe projeté et destiné à accueillir un tel programme, devra s'intégrer harmonieusement dans la vallée de la Moselle. Il a donc fallu établir un concept architectural qui correspond aux besoins des utilisateurs, créer un bâtiment administratif et public, marquer la présence et l'implantation du centre régional et prendre en compte des matériaux naturels des alentours.

\*

## VII. ASPECTS FONCTIONNELS

Le niveau 0 comprendra entre autres, le parking extérieur, une place pour le public ainsi qu'une zone verte. Le bâtiment en forme polygonale comprendra entre autres le parking partiellement couvert, l'entrée des employés et l'escalier pour l'entrée du public, les vestiaires des employés, le bloc de cellules d'observation et quelques bureaux y relatifs ainsi que les locaux techniques. Le bâtiment créera une sorte de socle partiellement creusé dans la terre en pente et suivra à l'arrière la forme du terrain en respectant les reculs demandés. De l'avant, le bâtiment formera un ensemble avec les surfaces et places extérieures. Du point de vue urbanistique et architectural, le socle formera un élément en pierre naturelle qui marquera la fin des murs de soutènement et l'entrée de Grevenmacher en venant de Machtum. Les locaux pour les vestiaires seront illuminés par une cour aménagée en se référant aux cours intérieures de la vieille ville de Grevenmacher.

Le niveau 1 sera composé de deux blocs dont un reprendra les espaces publics et l'autre les bureaux pour le personnel. L'entrée publique constituera l'entrée principale du bâtiment. Elle sera aménagée d'une façon représentative. Elle reprendra entre autres la surface d'accueil, la surface d'attente, les salles d'audition ainsi que la salle de réunion. Tout ce bloc émergera directement du niveau 0 en rehaussant le socle pour renforcer l'extrémité du bâtiment. Derrière le bâtiment se trouvera une petite terrasse servant comme sortie de secours et pour les pauses pendant les formations dans la salle de réunion. Cette partie de l'immeuble sera construite en béton armé, de la même façon que le niveau 0 et sera revêtue de pierres naturelles ou de béton vu, se référant aux pierres rocheuses et au mur de soutènement, qui constituent l'entourage naturel.

Le bloc du personnel ou bloc administratif aura une profondeur réduite par rapport à la largeur et émergera du bloc du parking couvert. Les raisons à la base d'un tel choix sont entre autres la volonté de créer une porte d'entrée pour Grevenmacher. De plus, l'émergence du bloc soulignera et renforcera l'idée de s'implanter directement dans les vignes et de créer une sorte de protection pour les habitants et citoyens, venant directement de l'intérieur du bâtiment. Un bâtiment qui se différenciera clairement dans sa forme d'un bâtiment résidentiel et s'adaptera mieux dans l'environnement avec la façade la plus étroite le long de la Moselle, tenant compte de l'élargissement de la ville qui aboutira directement au site avec des immeubles d'habitation et de commerce. Il y a lieu de souligner que le bâtiment peut être construit sous une forme préfabriquée ce qui réduit considérablement le budget.

Les niveaux 2 et 3 ont la même structure géométrique que le bloc du personnel du niveau 1.

\*

## VIII. PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DETAILS TECHNIQUES

Il s'agit donc de créer une nouvelle construction qui est composée d'un rez-de-chaussée et de trois étages. Le rez-de-chaussée abritera le parking couvert, les vestiaires, divers locaux techniques, les archives et les bureaux d'accueil. Une toiture verte est prévue sur les dalles au-dessus du niveau „0“. Les trois niveaux centraux abritent principalement les bureaux et sont constitués de trois étages de forme rectangulaire allongée avec des façades rideaux en verre. Notons que le total de la surface nette s'élève à 4.010 m<sup>2</sup>.

Une attention particulière sera consacrée aux énergies dites renouvelables aux fins de réduire les consommations thermiques et électriques et les émissions de CO<sub>2</sub> en rapport avec le fonctionnement et l'exploitation du bâtiment projeté. L'aménagement des alentours aura comme objectif principal de garder la cuvette naturelle dans laquelle se situe le terrain disponible et de l'intégrer dans le milieu environnant en utilisant au maximum les plantations existant sur place et dans l'entourage immédiat. Un

autre aspect écologique du projet concerne l'utilisation des eaux de la Moselle qui sont utilisées pour le refroidissement de la ventilation du nouveau bâtiment. Le nouveau centre sera également équipé d'une protection solaire adéquate.

Pour les détails techniques, le rapporteur renvoie à l'exposé des motifs, qui contient une description complète des travaux à effectuer, ainsi que des détails techniques du projet.

\*

## IX. ASPECTS FINANCIERS

Le coût total du projet s'élève à 12.300.000.– euros avec un indice semestriel à la construction de 575,85 (avril 2003). Ce montant comprend, d'une part, le coût de la construction pour le gros œuvre clos et couvert, les installations techniques ainsi que le parachèvement qui s'élève à 6.153.000.– euros, et d'autre part, le coût complémentaire de 3.123.000.– euros qui couvre la préparation du terrain, l'aménagement extérieur et les équipements spéciaux Police et les équipements mobiliers. S'y ajoutent les honoraires qui correspondent à 15% des coûts de construction et complémentaires, et qui s'élèvent à 1.391.400.– euros.

### Devis estimatif

(indice 575,85/avril 2003)

<b>Coût de construction</b>		<b>€ 6.153.000.–</b>
Gros œuvre clos et couvert	3.088.000.–	
Installations techniques	1.300.000.–	
Parachèvement	1.765.000.–	
<b>Coût complémentaire</b>		<b>€ 3.123.000.–</b>
Préparation du terrain (Démolition)	200.000.–	
Aménagement extérieur	615.000.–	
Equipements mobiliers	650.000.–	
Equipements spéciaux Police (Inst. technique)	995.000.–	
Décor artistique (1,5% du coût de constr.)	92.500.–	
Frais divers (4% du coût de constr.)	200.000.–	
Energies renouvelables (1%)	62.500.–	
Réserve pour imprévus (5%)	308.000.–	
<b>Total devis hors taxes et honoraires</b>		<b>€ 9.276.000.–</b>
15% T.V.A.		€ 1.391.400.–
Honoraires (15% du coût de constr. et compl.)		€ 1.391.400.–
12% T.V.A. sur honoraires		€ 166.968.–
Total général		€ 12.225.768.–
<b>Total général arrondi</b>		<b>€ 12.300.000.–</b>

\*

## X. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Au sujet de la dépense totale occasionnée par les travaux couverts par le présent projet, le Conseil d'Etat estime qu'elle ne peut pas dépasser la somme de 12.300.000.— euros sans préjudice des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux projetés. Il est évident qu'un dépassement de ce montant doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation du législateur. Afin de retenir un prix rattaché à une valeur indiciaire aussi récente que possible, le Conseil d'Etat recommande de remplacer le montant prévu dans le texte sous avis par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi.

\*

## XI. TRAVAUX DE LA COMMISSION

Il est, de prime abord, à souligner que le projet de réalisation d'un nouveau centre pour la Circonscription régionale de la Police Grand-Ducale sur le site de l'ancien Hôtel Frisch présuppose que le Plan d'aménagement particulier (PAP) en question prévoit une extension du périmètre d'agglomération. Suivant les dispositions du Plan d'Aménagement général (PAG) actuellement en vigueur pour la Ville de Grevenmacher, le terrain en question devra être classé dans une zone de bâtiments publics. La procédure y relative est actuellement en cours.

Il est encore à préciser que le commissariat de police de proximité sera maintenu dans le centre de la Ville de Grevenmacher.

La conception du projet a garanti les aspects de transparence et d'ouverture de la nouvelle infrastructure, tout en assurant au maximum la sécurité à l'extérieur ainsi qu'à l'intérieur du bâtiment. Le concept du bâtiment ne prévoit plus un accès généralisé du public aux bureaux. Un bureau d'accueil est disponible à l'entrée qui guidera les visiteurs à l'intérieur du centre.

En cas d'inondation, un accès via le chemin longeant les vignes est possible. Les responsables du projet tiennent toutefois à préciser que le site n'a jamais été affecté par les crues.

La Police Grand-Ducale ne prévoit pas d'aménager de nouveaux logements, du fait que les logements actuels seront maintenus.

En ce qui concerne la protection solaire du bâtiment, un système sophistiqué de jalousies est actuellement à l'étude pour ce projet. Ce système, qui a cependant fait ses preuves ailleurs, permettra ainsi aussi bien de réchauffer le bâtiment par la chaleur du soleil que de le protéger d'un échauffement excessif suivant les besoins. De plus, par analogie à tous les nouveaux bâtiments scolaires, l'immeuble sera équipé d'un système de ventilation en air frais, qui pourra également fonctionner pendant la nuit et permettra ainsi d'évacuer le surplus de chaleur accumulée pendant la journée en été.

La Commission se rallie aux modifications rédactionnelles proposées par le Conseil d'Etat, à l'exception de la remarque concernant l'indice des prix de la construction qui sera maintenu afin que le montant total du coût corresponde toujours aux montants figurant dans le détail du devis. Le coût du projet sera de toute façon adopté semestriellement à l'évolution de l'indice (cf. dernière phrase de l'art. 2 du projet de loi).

\*

## XII. TEXTE COORDONNE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission unanime recommande aux membres de la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la version suivante:

\*



## TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

**PROJET DE LOI**  
**relatif à la construction d'un nouveau bâtiment**  
**pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale**  
**à Grevenmacher**

**Art. 1er.**– Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à la construction d'un nouveau bâtiment pour la circonscription régionale Est de la Police Grand-Ducale sur le site de l'ancien Hôtel Frisch à Grevenmacher.

**Art. 2.**– Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent pas dépasser le montant de 12.300.000.– euros. Ce montant correspond à la valeur 575,85 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2003. Déduction faite des dépenses déjà engagées par le pouvoir adjudicateur, ce montant est adapté semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction précité.

**Art. 3.**– Les dépenses sont imputables à charge des crédits du Fonds d'investissements publics administratifs.

**Art. 4.**– Par dérogation à l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.

Luxembourg, le 11 mai 2004

*Le Rapporteur,*  
Lucien CLEMENT

*Le Président,*  
Nicolas STROTZ